

GE_GERICHTE ACJC/610/2014 vom 28. Mai 2014

GE Cour de justice, 2014-05-28, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_610_2014

FR: GE_GERICHTE ACJC/610/2014 du 28 mai 2014

IT: GE_GERICHTE ACJC/610/2014 del 28 maggio 2014

Erwägungen

E. 1.1

L'appel est recevable contre les jugements de mesures protectrices de l'union conjugale, lesquels doivent être considérés comme des décisions provisionnelles au sens de l'art. 308 al. 1 let. b CPC (ATF 137 III 475 consid. 4.1), dans les causes non patrimoniales ou dont la valeur litigieuse, au dernier état des conclusions devant le Tribunal de première instance, atteint 10'000 fr. au moins (art. 308 al. 1 let. b et al. 2 CPC). Les mesures protectrices de l'union conjugale étant régies par la procédure sommaire selon l'art. 271 CPC, le délai pour l'introduction de l'appel est de dix jours (art. 314 al. 1 CPC).

E. 1.2

En l'espèce, formé en temps utile par une personne qui y a intérêt (art. 59 al. 2 let. a CPC), et dans une affaire portant sur des conclusions, qui, capitalisées selon l'art. 92 al. 2 CPC, sont supérieures à 10'000 fr., l'appel est recevable à la forme (art. 311 CPC).

E. 2.1

S'agissant d'un appel, la Cour revoit la cause avec un plein pouvoir d'examen en fait et en droit (art. 310 CPC). Dans la mesure des conclusions prises en appel (art. 315 al. 1 CPC), la Cour établit les faits d'office et n'est pas liée par les conclusions des parties en relation avec les enfants mineurs (art. 296 al. 1 et

E. 2.2

Conformément à l'art. 316 al. 3 CPC, l'instance d'appel peut librement décider d'administrer des preuves : elle peut ainsi ordonner que des preuves administrées en première instance le soient à nouveau devant elle, faire administrer des preuves écartées par le tribunal de première instance ou encore décider l'administration de toutes autres preuves. Néanmoins, cette disposition ne confère pas à l'appelant un droit à la réouverture de la procédure probatoire et à l'administration de preuves. Le droit à la preuve, comme le droit à la contre-preuve, découlent de l'art. 8 CC ou, dans certains cas, de l'art. 29 al. 2 Cst., dispositions qui n'excluent pas l'appréciation anticipée des preuves. L'instance d'appel peut en particulier rejeter la requête de réouverture de la procédure probatoire et d'administration d'un moyen de preuve déterminé présentée par l'appelant si celui-ci n'a pas suffisamment motivé sa critique de la constatation de fait retenue par la décision attaquée. Elle peut également refuser une mesure probatoire en procédant à une appréciation anticipée des preuves, lorsqu'elle estime que le moyen de preuve requis ne pourrait pas fournir la preuve attendue ou ne pourrait en aucun cas prévaloir sur les autres moyens de preuve déjà administrés par le tribunal de première instance, à savoir lorsqu'il ne serait pas de nature à modifier le résultat des preuves qu'elle tient pour acquis (ATF 138 III 625 consid. 2.2; 138 III 374 consid. 4.3.1-4.3.2; arrêt du Tribunal fédéral 5A_906/2012 du 18 avril 2013 consid. 5.1.2).

E. 2.3

En l'espèce, l'appelant conclut préalablement à ce qu'il soit ordonné à l'intimée de produire l'intégralité des relevés de son compte bancaire 1_____ depuis le 1er juin 2011 jusqu'au jour de l'appel, ainsi que tous les avis de crédits et de débits effectués sur son compte bancaire 2_____ entre le 1er juin 2011 et le 31 décembre 2012.

En l'occurrence, les parties ont produit leurs déclarations d'impôts pour les années 2010 à 2012.

- 8/14 -

C/4492/2013

La Cour se considère, à ce stade de la procédure et compte tenu de la nature sommaire de celle-ci, suffisamment renseignée sur la situation financière de l'intimée. Il ne se justifie dès lors pas de donner une suite favorable à la demande de production de pièces formulée par l'appelant.

E. 3

CPC). Les mesures protectrices de l'union conjugale sont ordonnées à la suite d'une procédure sommaire, avec administration restreinte des moyens de preuve et limitation du degré de la preuve à la simple vraisemblance. Il suffit donc que les faits soient rendus plausibles (ATF 127 III 474 consid. 2b/bb; arrêt du Tribunal fédéral 5A_508/2011 du 21 novembre 2011 consid. 1.3). Il incombe à chaque époux de communiquer tous les renseignements relatifs à sa situation personnelle

- 7/14 -

C/4492/2013 et économique, accompagnés des justificatifs utiles, permettant ensuite d'arrêter la contribution en faveur de la famille (BRÄM/HASENBÖHLER, in Commentaire zurichois, Familienrecht, Die Wirkungen der Ehe im allgemeinen : Art. 159-180, 3e éd., Zurich, 1998, n. 8-10 ad art. 180 CC).

La cognition du juge est limitée à la simple vraisemblance des faits et à un examen sommaire du droit, l'exigence de célérité étant privilégiée par rapport à celle de sécurité (HOHL, Procédure civile, Tome II, Berne, 2010, n. 1901; HALDY, La nouvelle procédure civile suisse, Bâle, 2009, p. 71). Tous les moyens de preuve sont en principe admissibles (art. 254 al. 2 let. c CPC), étant précisé que ceux dont l'administration ne peut intervenir immédiatement ne doivent être ordonnés que dans des circonstances exceptionnelles (arrêt du Tribunal fédéral 5A_905/2011 du 28 mars 2012 consid. 2.5).

E. 3.1

Selon l'art. 317 al. 1 CPC, les faits et les moyens de preuves nouveaux ne sont pris en considération en appel que s'ils sont invoqués ou produits sans retard (let. a) et s'ils ne pouvaient pas être invoqués ou produits devant la première instance bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de diligence (let. b). Dans deux cas où le pouvoir d'examen du Tribunal fédéral était limité à l'arbitraire parce qu'il s'agissait de mesures provisionnelles, il a été jugé qu'il n'était pas insoutenable de considérer que les conditions de l'art. 317 al. 1 CPC s'appliquent également aux procédures soumises à la maxime inquisitoire (arrêts du Tribunal fédéral 5A_592/2011 du 31 janvier 2012 consid. 4.1; 5A_402/2011 du

E. 3.2

En espèce, les pièces nouvelles produites par l'appelant en appel - en tant qu'elles se rapportent au calcul de la contribution due par l'intimé à l'entretien de sa famille, laquelle comporte des enfants mineurs - sont recevables. 4. 4.1 L'appelant fait grief au premier juge de ne pas avoir pris en compte les principes valables pour l'entretien après divorce vu le caractère de la rupture de l'union conjugale qu'il considère comme irrémédiable et définitive. De plus, il lui reproche d'avoir calculé le montant de la contribution d'entretien due à la famille sur la base de la méthode du minimum vital avec répartition de l'excédent.

4.1.1 En mesures protectrices de l'union conjugale, comme d'ailleurs en mesures provisionnelles pour la durée de la procédure de divorce, même lorsque l'on ne peut plus sérieusement compter sur la reprise de la vie commune, l'art. 163 CC

- 9/14 -

C/4492/2013 demeure la cause de l'obligation d'entretien réciproque des époux (ATF 137 III 385 consid. 3.1; 130 III 537 consid. 3.2; arrêt du Tribunal fédéral 5A_291/2013 du 27 janvier 2014 consid. 6.3).

Pour fixer la contribution d'entretien, le juge doit partir de la convention, expresse ou tacite, que les époux avaient conclue au sujet de la répartition des tâches et des ressources entre eux durant la vie commune. Si la situation financière des époux le permet encore, le standard de vie antérieur, choisi d'un commun accord, doit être maintenu pour les deux parties. Quand il n'est pas possible de le conserver, les époux ont droit à un train de vie semblable (ATF 119 II 314 consid. 4b/aa; arrêts du Tribunal fédéral 5A_291/2013 précité consid. 6.3; 5A_710/2009 du 22 février 2010 consid. 4.1 non publié aux ATF 136 III 257).

Le législateur n'a pas arrêté de mode de calcul pour fixer le montant de la contribution d'entretien. Selon la jurisprudence, en cas de situation financière favorable, il faut se fonder sur les dépenses indispensables au maintien des conditions de vie antérieures de l'époux créancier, méthode qui implique un calcul concret (arrêts du Tribunal fédéral 5A_291/2013 précité consid. 6.3; 5A_41/2011 du 10 août 2011 consid. 4.1).

Comme la jurisprudence l'a admis s'agissant de la fixation de la contribution d'entretien après divorce, et qui doit s'appliquer a fortiori en mesures protectrices et en mesures provisionnelles puisque la décision rendue n'est que provisoire, il est toutefois admissible de s'écarter d'un calcul selon les dépenses concrètes lorsque les époux dépensaient l'entier de leurs revenus, ce qui est le cas lorsqu'il est établi qu'ils ne réalisaient pas d'économies, lorsque l'époux débiteur ne démontre pas que les époux ont réellement fait des économies ou encore lorsqu'en raison des frais supplémentaires liés à l'existence de deux ménages séparés et de nouvelles charges, le revenu est entièrement absorbé par l'entretien courant. En effet, dans ce cas, la méthode du minimum vital élargi avec répartition, en fonction des circonstances concrètes, de l'excédent entre les époux permet de tenir compte adéquatement du niveau de vie antérieur et des restrictions à celui-ci qui peuvent être imposées à chacun des époux (ATF 137 III 102 consid. 4.2.1.1; arrêts du Tribunal fédéral 5A_291/2013 précité consid. 6.3; 5A_323/2012 du 8 août 2012 consid. 5.1 non publié aux ATF 138 III 672).

Finalement, les enfants ont également droit au maintien de leur niveau de vie (arrêt du Tribunal fédéral 5A_743/2012 du 6 mars 2013 consid. 6.1.2).

4.1.2 En l'espèce, la situation économique des époux était manifestement favorable : le revenu imposable du couple durant la vie commune s'élevait à 657'196 fr. en 2010, à 655'103 fr. en 2011 et à 663'863 fr. 2012.

L'appelant allègue que les dépenses courantes du couple restaient très inférieures à leurs ressources financières globales, mais il ne démontre pas que les époux ont

- 10/14 -

C/4492/2013 réellement fait des économies durant la vie commune, ce que confirment les montants de fortune imposable figurant dans leurs déclarations d'impôts. Dès lors, il sera retenu que les époux utilisaient chaque mois l'entier des revenus.

Compte tenu de ce qui précède, l'application de la méthode du minimum vital avec répartition de l'excédent est adéquate pour déterminer in casu le niveau de vie des parties et le grief de l'appelant doit donc être rejeté sur ce point.

4.2 L'appelant critique le montant de son revenu arrêté par le premier juge à 48'400 fr., ainsi que la prise en compte de ses frais de représentation à titre de rémunération.

4.2.1 En principe, le défraiement des frais de représentation doit être considéré comme de la rémunération lorsque l'effectivité de ces frais n'est pas rendue vraisemblable (ATF 112 III 19 consid. 2b/c; arrêt du Tribunal fédéral 5A_340/2008 consid. 2; CHAIX, in Code civil I, Commentaire romand, Bâle, 2010, n. 7 ad art. 176 CC; DOLDER/DIETHELM, Eheschutz (Art. 175 ff. ZGB) - ein aktueller Überblick, PJA 2003, p. 655 ss, p. 657).

4.2.2 En l'espèce, il ressort des déclarations fiscales des époux, ainsi que des certificats de salaire produits, que l'appelant perçoit en sus de son salaire de base des frais de représentation. Compte tenu de la position dirigeante qu'occupe l'appelant au sein de la banque, il convient toutefois d'admettre l'effectivité de ses frais de représentation, de sorte que les montants perçus à ce titre, soit 8'400 fr. par an en 2013, ne seront pas ajoutés à son revenu.

Par conséquent, en tenant compte de son salaire annuel brut de 166'600 fr. et des deux bonus qui lui ont été versés en 2013, le revenu mensuel global de l'appelant pour l'année 2013 est de l'ordre de 47'500 fr. nets par mois ([11'100 fr. x 13 + 357'000 fr. + 68'046 fr.] /12).

4.3 L'appelant conteste le montant des charges fiscales mensuelles arrêtées par le premier juge à 12'000 fr. pour lui et à 4'000 fr. pour l'intimée, ainsi que la non prise en compte de ses frais de transports professionnels.

4.3.1 En l'espèce, le bordereau provisoire IFD 2012 et les acomptes ICC 2013, sur lesquels se base l'appelant pour alléguer une charge mensuelle fiscale de 21'667 fr. par mois, ne sont pas pertinents dans la mesure où les époux vivent désormais séparés, où il a perçu en 2013 un salaire inférieur à 2012 et où sa contribution à l'entretien des crédientiers doit désormais être prise en compte dans le calcul des charges fiscales respectives des parties.

Le montant retenu par le premier juge sur la base des éléments du dossier à hauteur de 12'000 fr. par mois n'est en tout cas pas sous-évalué, si l'on se réfère à une simulation effectuée sur le site de l'administration fiscale cantonale, en tenant

- 11/14 -

C/4492/2013 compte de ses revenus pour l'année 2013, de la contribution due à l'entretien de la famille, de la contribution d'entretien versée à ses enfants d'un premier lit, de sa prime d'assurance-maladie et des éléments de fortune détenue par ce dernier, dont les immeubles dont il est copropriétaire avec son épouse, ainsi que des dettes y relatives.

Par contre, si l'on se réfère à une simulation effectuée sur le site de l'administration fiscale cantonale qui prend en compte les revenus de l'intimée pour l'année 2013, la contribution qu'elle percevrait à l'entretien de la famille, les allocations familiales, les primes d'assurance-maladie pour elle et ses enfants, les frais de garde de ces derniers et les éléments de fortune qu'elle détient, dont les immeubles dont elle est copropriétaire avec son époux, ainsi que les dettes y relatives, le montant de la charge fiscale de l'intimée retenu à hauteur de 4'000 fr. par le premier juge est largement sous-évalué et doit être corrigé à 7'500 fr.

Par ailleurs, il sera tenu compte des frais de déplacement de l'appelant entre ses lieux de travail et de résidence à hauteur de 660 fr. par mois, ce qui n'est pas excessif au vu de son revenu et de son emploi.

4.3.2 Les charges incompressibles élargies de l'appelant équivalent ainsi à 20'637 fr. par mois, soit 1'200 fr. d'entretien de base selon les normes d'insaisissabilité, 3'250 fr. de loyer, charges comprises, 467 fr. de prime d'assurance-maladie, 60 fr. de prime d'assurance responsabilité civile et ménage, 3'000 fr. de contributions à l'entretien de E_____ et F_____, 660 fr. de frais de transport et 12'000 fr. de charge fiscale [estimation].

Les autres charges alléguées par l'appelant ne seront pas prises en considération, dans la mesure où elles ne constituent pas des charges incompressibles, même élargies.

4.4 Finalement, l'appelant conteste le montant de la contribution d'entretien allouée à l'intimée par le premier juge dès le 1er décembre 2012, ainsi que le fait qu'il ait rajouté au revenu de cette dernière le montant des allocations familiales.

4.4.1 La possibilité de fixer une contribution globale pour l'ensemble de la famille n'aboutit pas à un résultat arbitraire. Cependant, compte tenu du fait que les fondements de la contribution due au conjoint et de celle due à l'enfant sont différents (art. 163 CC et 176 al. 1 ch. 1 CC pour le conjoint, et art. 176 al. 3 et 276 ss CC pour l'enfant), la contribution pour la famille doit être arrêtée de manière différenciée pour le conjoint, d'une part, et les enfants, d'autre part (arrêt du Tribunal fédéral 5A_65/2013 du 4 septembre 2013 consid. 7; 5A_906/2012 du 18 avril 2013 consid. 6.1.1, publié in FamPra.ch 2013 p. 713; 5A_743/2012 du

E. 5

décembre 2011 consid. 4.1 et 4.2). Plus récemment, le Tribunal fédéral a précisé que l'art. 317 al. 1 CPC régit de manière complète et autonome la possibilité pour les parties d'invoquer des faits et moyens de preuve nouveaux en procédure d'appel (ATF 138 III 625 consid. 2.2; arrêt du Tribunal fédéral 4A_310/2012 du 1er octobre 2012 consid. 2.1). Il a en outre relevé que cette disposition ne contient aucune règle spéciale pour la procédure simplifiée ou pour les cas où le juge établit les faits d'office, de sorte qu'aucune violation de l'art. 317 al. 1 CPC ne résulte de la stricte application de ses conditions (ATF 138 III 625 consid. 2.2). En revanche, la question de savoir s'il en va de même lorsque les maximes d'office et inquisitoire illimitée s'appliquent n'a pas été tranchée. Dès lors, dans les causes de droit matrimonial concernant les enfants mineurs, la Cour de céans persistera à admettre tous les novas (dans ce sens : TREZZINI, in Commentario al Codice di diritto processuale civile svizzero (CPC), 2011, p. 1394; TAPPY, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile, in JdT 2010 III p. 115 ss, p. 139).

E. 6

Le présent arrêt est susceptible d'être porté devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile (art. 72 al. 1 LTF), la valeur litigieuse étant supérieure à 30'000 fr. au sens de l'art. 74 al. 1 let. b LTF (cf. art. 51 al. 4 LTF et consid. 1.1 ci-dessus). Les moyens sont toutefois limités en application de l'art. 98 LTF. * * * * *

- 14/14 -

C/4492/2013 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté par A_____ contre le jugement JTPI/16647/2013 rendu le 5 décembre 2013 par le Tribunal de première instance dans la cause C/4492/2013-18. Au fond : Annule les chiffres 5 et 6 dudit jugement et statuant à nouveau sur ce point : Condamne A_____ à verser à B_____, par mois et d'avance, allocations familiales non comprises, les sommes de 14'400 fr. à titre de contribution à l'entretien de B_____, de 2'900 fr. à titre de contribution à l'entretien de C_____ et de 2'700 fr. à titre de contribution à l'entretien de D_____. Dit que lesdites contributions d'entretien sont dues dès le 1er décembre 2012. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires de l'appel à 2'700 fr., les met à la charge de A_____ et dit qu'ils sont compensés avec l'avance de frais du même montant, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Dit que chacune des parties supporte ses propres dépens d'appel. Siégeant : Madame Florence KRAUSKOPF, présidente; Madame Sylvie DROIN et Madame Alix FRANCOTTE CONUS, juges; Madame Nathalie DESCHAMPS, greffière.

La Présidente : Florence KRAUSKOPF

La greffière : Nathalie DESCHAMPS

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF : RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.